

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 mars 2019
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Forum régional africain pour le développement durable
Cinquième session

Marrakech (Maroc), 16-18 avril 2019

Point 6 f) de l'ordre du jour provisoire*

**Réunions parallèles des groupes de travail
pour l'examen approfondi, l'apprentissage
par les pairs et le dialogue sur les thèmes
subsidiaires du Forum régional africain pour
le développement durable : Renforcer les
moyens de mise en œuvre et du partenariat
pour le développement durable**

**Note d'information sur le renforcement des moyens
de mise en œuvre et du partenariat pour le
développement durable**

I. Résumé analytique

1. Étant un objectif transversal qui embrasse les 16 autres, l'objectif de développement durable n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser) est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Sa réalisation passe par la création de partenariats novateurs et universels et ceux-ci doivent être complétés par l'apport des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, afin qu'il soit possible de mobiliser et d'échanger les compétences, les ressources financières, les connaissances et les technologies nécessaires pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable dans chaque pays.

2. En ce qui concerne la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable, l'Afrique a besoin d'un montant de 500 à 1 000 milliards de dollars. Ses dépenses d'infrastructure s'élèvent à environ 72 milliards de dollars par an, mais elle enregistre chaque année aussi des déficits de financement compris entre 50 et 93 milliards de dollars dans ce domaine. Pour atteindre l'objectif fixé en matière énergétique, à savoir assurer l'accès universel à l'énergie d'ici à 2025, elle doit réaliser des investissements de l'ordre de 30 à 55 milliards de dollars chaque année. Son ratio impôts/produit intérieur brut (PIB) est actuellement faible, ce qui lui offre la possibilité de mobiliser des recettes intérieures supplémentaires. En outre, l'adoption de mesures visant à accroître les investissements étrangers directs (IED), à encourager les envois de fonds faits par les travailleurs migrants et à renforcer les marchés des capitaux en Afrique pourrait produire davantage de ressources en faveur du développement durable.

3. Le ratio recettes publiques/PIB de l'Afrique est plus faible que celui des autres régions. Il se chiffrait en moyenne à 24,7 % pendant la période allant de

* ECA/RFSD/2019/1.

2000 à 2017. Le ratio impôts/PIB est passé d'environ 12 % en 2000 à 16 % en moyenne en 2014, taux légèrement supérieur à la moyenne mondiale d'environ 14 % enregistrée en 2015. Toutefois, les ratios impôts/PIB de l'Afrique restent faibles par rapport à ceux d'une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale, estimés à environ 20 %, et offrent ainsi la possibilité d'accroître les recettes intérieures en comblant les lacunes de l'administration fiscale et en mettant fin à l'évasion fiscale. L'aide publique au développement (APD) demeure une source importante de financement international du développement en Afrique, en particulier dans les pays les moins avancés. Au cours des 30 années qui ont précédé 2017, l'Afrique a été la principale bénéficiaire de l'APD, sa part représentant 43 % du total. En 2017, l'aide fournie à l'Afrique était estimée à environ 29 milliards de dollars. Toutefois, nombre de pays occidentaux ne remplissent pas leurs engagements en matière d'aide, en raison de circonstances politiques, de l'évolution des priorités nationales et des mesures d'austérité prises à la suite des crises économiques et financières mondiales. Pour pouvoir réaliser les ambitions susvisées, il faut renforcer la gouvernance, améliorer l'environnement des investissements et accroître la participation du secteur privé au développement durable.

4. En ce qui concerne la science, la technologie et l'innovation, l'Afrique a enregistré des progrès importants en matière de développement et de transfert de technologies, à en juger par les technologies de l'information et des communications en place et ses importations de biens d'équipement. Le rythme a cependant diminué au cours des deux dernières années en raison de la contraction de la croissance économique et de la marge de manœuvre budgétaire due à l'augmentation de la charge de la dette et à l'aggravation des déficits budgétaires. Les pays africains ont conclu ou accepté un grand nombre de partenariats de développement et de transfert de technologies avec des pays en développement et des pays développés, des organisations philanthropiques et des organismes des Nations Unies, en vue d'améliorer le développement et le transfert de technologies en Afrique. Toutefois, le nombre d'accords de coopération relatifs à la science, à la technologie et à l'innovation reste faible.

II. Réalisations

5. On trouvera ci-après un bref aperçu de la situation actuelle, des problèmes existants et émergents ainsi que des mesures qui sont prises ou des moyens susceptibles d'être utilisés pour répondre aux besoins. Les points saillants des progrès et des réalisations enregistrés à ce jour s'articulent autour des cinq grands thèmes suivants : financements, technologie, renforcement des capacités, commerce et questions systémiques.

A. Financements

6. Les financements requis pour assurer le développement durable en Afrique sont énormes, leur montant allant de 500 à 1 000 milliards de dollars. Quant aux investissements annuels nécessaires pour réaliser les objectifs de développement durable en Afrique, ils sont estimés à un montant de 600 à 638 milliards de dollars. Les dépenses d'infrastructure annuelles de l'Afrique – notamment celles qui concernent les infrastructures de transport, l'énergie, le pétrole et le gaz, les télécommunications, les infrastructures sociales, l'eau, l'exploitation minière et les biens immobiliers – s'élèvent à environ 72 milliards de dollars, dont les sources sont les suivantes : gouvernements africains (65 %), secteur privé (25 %), pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (6 %) et APD (4 %). Toutefois, les déficits de financement annuels relatifs aux infrastructures se situent, selon les estimations, entre 50 et 93 milliards de dollars pour la période allant de 2010 à 2020. Pour atteindre l'objectif fixé en matière énergétique, à savoir assurer l'accès universel à l'énergie d'ici à 2025, il faut réaliser des investissements de l'ordre de 30 à 55 milliards de dollars chaque année.

7. Les pays africains ne peuvent réussir à fournir suffisamment de services sociaux de base de qualité à leur population de plus en plus nombreuse et à mettre en place les infrastructures nécessaires pour répondre à ses besoins en croissance et en investissements que s'ils portent à au moins 15 % la part de leurs recettes fiscales dans leur PIB. Or leur capacité et leurs efforts de mobilisation des ressources intérieures demeurent faibles et il reste beaucoup à faire pour porter les recettes fiscales et non fiscales à des niveaux susceptibles de générer une croissance économique de 7 % et plus. L'accélération de la croissance économique et l'avènement d'une participation plus inclusive de la population aux activités des secteurs économiques contribueront à accroître les recettes intérieures.

8. Malgré les progrès que l'Afrique a accomplis, son ratio recettes publiques/PIB est plus faible que celui des autres régions, ayant été de 24,7 % en moyenne pendant la période allant de 2000 à 2017. Son ratio impôts/PIB est passé d'environ 12 % en 2000 à 16 % en moyenne en 2014, taux légèrement supérieur à la moyenne mondiale d'environ 14 % enregistrée en 2015. Il ressort des tendances que le continent progresse vers des tranches d'imposition plus élevées, 16 pays ayant atteint des ratios impôts/PIB de plus de 15 % entre 2012 et 2015 contre 10 pays seulement entre 2000 et 2003. Toutefois, les ratios impôts/PIB restent faibles en Afrique par rapport à une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale où ils sont estimés à environ 20 %. De plus, il existe de grandes variations sur le continent. Au cours de la période allant de 2010 à 2015, les ratios impôts/PIB étaient supérieurs à 20 % dans au moins sept pays, mais inférieurs à 10 % dans neuf pays. Les ratios moyens impôts/PIB sont tombés à 11 % en Afrique en raison de la baisse des prix des produits de base. Les fluctuations des prix de ces produits ont également des incidences négatives sur les recettes fiscales en Afrique, ce qui met en évidence la nécessité de diversifier les économies.

9. La mobilisation des ressources suffisantes pour répondre aux besoins des pays africains en investissements nécessite sans doute l'amélioration de la gestion des recettes fiscales et non fiscales et l'élimination des flux financiers illicites pour soutenir la croissance économique et réduire la pauvreté. Les pays d'Afrique doivent mettre l'accent sur le renforcement des mesures visant à accroître la mobilisation de leurs ressources intérieures, source de financement du développement national la plus sûre. Avant l'adoption des objectifs de développement durable, le Fonds monétaire international avait souligné qu'il fallait renforcer les mesures de mobilisation des recettes intérieures pour investir dans les secteurs sociaux de base et les infrastructures nécessaires à l'élimination de la pauvreté dans les pays les moins avancés.

10. L'APD offre aux pays d'Afrique un moyen essentiel de mobiliser des financements pour leurs investissements cruciaux et de promouvoir la stabilité et la croissance inclusive. Au cours des 30 années qui ont précédé 2017, l'Afrique a été la principale bénéficiaire de l'APD, sa part représentant 43 % du total. En 2017, l'aide fournie à l'Afrique était estimée à environ 29 milliards de dollars. Toutefois, sa contribution à la promotion du développement inclusif et durable et de la bonne gouvernance est généralement remise en question. Un objectif fixé de longue date par l'Organisation des Nations Unies consiste à voir les pays développés consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD. Toutefois, nombre de pays occidentaux ne remplissent pas leurs engagements en matière d'aide, en raison de circonstances politiques, de l'évolution des priorités nationales, des mesures d'austérité prises à la suite des crises économiques et financières mondiales et, partant, des fortes réductions des budgets de l'aide des pays donateurs.

11. Adopté en juillet 2015, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement contient sept mesures stratégiques visant à améliorer la mobilisation des ressources pour répondre aux énormes besoins de financement du développement durable. Ces mesures tendent notamment à :

- a) Élargir et améliorer la mobilisation des ressources intérieures ;

- b) Promouvoir les entreprises et les financements privés nationaux et internationaux ;
- c) Renforcer la coopération internationale ;
- d) Stimuler le commerce international en tant que moteur du développement durable ;
- e) Promouvoir la science, la technologie et l'innovation ainsi que le renforcement des capacités ;
- f) Régler les questions systémiques telles que celle de la bonne gouvernance et celle des politiques macroéconomiques prudentes.

Elles sont indispensables pour promouvoir la croissance économique, la stabilité mondiale et une croissance équitable et durable.

12. Dans le droit fil du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le Programme d'action d'Addis-Abeba souligne la nécessité de mettre en place un partenariat mondial multipartite revitalisé et renforcé pour le développement durable. La mobilisation et la mise en commun de ressources financières (et non financières) provenant de partenaires de développement très divers contribuent de façon importante à accélérer le développement durable et à atteindre les cibles définies dans le Programme 2030 et l'Agenda 2063. Les partenariats sont également indispensables pour mettre en œuvre les programmes régionaux et sectoriels, notamment celui de la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (2016-2025), proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/293, et le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. À cet effet, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel expérimente actuellement un modèle novateur de partenariat multipartite visant à promouvoir un développement industriel inclusif et durable, connu sous le nom de Programme de partenariat national. Ce programme vise à accélérer le développement industriel inclusif et durable, en particulier par la mobilisation de ressources financières au profit des pays en développement, à renforcer la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale, à accroître l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et à favoriser le développement de technologies écologiquement rationnelles ainsi que leur transfert et leur diffusion dans les pays en développement.

13. Les envois de fonds internationaux provenant de la diaspora constituent une autre source majeure de recettes en devises. En 2017, le montant total de ces envois de fonds destinés à l'Afrique a atteint quelque 77 milliards de dollars, soit environ 4,3 % du PIB. En Afrique de l'Ouest, les envois de fonds augmentent depuis, représentant jusqu'à 6,4 % du PIB. En Afrique australe, cependant, ils sont tombés de 6,7 % du PIB en 2000 à 3 % seulement en 2017. Il est donc impératif que les pays de cette région prennent des mesures pour accroître l'incidence de l'afflux de fonds sur le développement, notamment en réduisant les coûts de transaction et en orientant stratégiquement les fonds vers le secteur productif et les industries prioritaires.

14. L'ouverture des économies africaines pour recevoir plus d'IED est un moyen important de financer la croissance et le développement du continent. Cela ne peut cependant se produire que si les pays africains améliorent leur climat des investissements, notamment par de meilleures infrastructures, par un meilleur accès à l'électricité et par de meilleures politiques facilitant les activités économiques. Il faut dès lors mobiliser des financements suffisants pour réaliser des investissements publics dans les infrastructures énergétiques et les infrastructures de transport afin d'alléger les coûts des activités économiques et étendre ces investissements aux différentes zones géographiques. En outre, l'adoption de politiques et de réglementations appropriées en matière d'investissement est nécessaire pour faire en sorte que les investissements, les produits et les services répondent aux normes nationales et internationales, notamment en ce qui concerne la santé. Selon des données récentes, les flux d'IED destinés à l'Afrique dans son ensemble ont

nettement diminué, passant de près de 57 milliards de dollars en 2015 à moins de 42 milliards de dollars en 2017. Cela représente une baisse de 26 %, dont 22 % entre 2016 et 2017. Cette baisse a été en partie précipitée par la faiblesse des cours mondiaux des produits de base et l'atonie de la croissance sur le continent. Fait positif, les flux d'IED destinés à l'Afrique devaient, selon les prévisions, s'améliorer de 20 % en 2018 et atteindre ainsi 50 milliards de dollars, principalement grâce à l'accélération des efforts d'intégration régionale, au redressement escompté des cours des produits de base et aux investissements réalisés dans les projets d'infrastructure.

15. Les marchés des capitaux offrent une plateforme importante pour mobiliser des capitaux à long terme de sources intérieure et extérieure, tant sur les marchés des capitaux d'emprunt que sur les marchés des capitaux propres. Le dynamisme des marchés des capitaux est un important indice révélateur de la stabilité économique et politique et de l'existence de possibilités d'investissement. Les marchés actifs peuvent amener les investisseurs, notamment les nationaux vivant à l'étranger, à injecter de l'argent dans un pays. L'expansion des marchés des capitaux propres est un bon indicateur de la reprise des marchés et de la confiance dans l'économie.

16. En Afrique, cependant, les marchés des capitaux sont encore en développement, n'existent que dans quelques pays et ne sont pas bien connectés à ceux du reste du monde. L'Afrique représente moins de 1 % de la capitalisation boursière mondiale. En décembre 2018, seuls 29 pays disposaient de bourses des valeurs fonctionnelles. La capitalisation boursière totale s'élevait à environ 732 milliards de dollars en 2014. Non seulement les marchés des capitaux africains sont de petite taille et peu liquides, mais leurs activités sont dominées par une poignée de bourses, en particulier celles du Kenya, du Nigeria et d'Afrique du Sud.

17. Malgré la faiblesse de ses niveaux de référence, l'Afrique assiste à une croissance considérable de ses transactions boursières en volume et en valeur ; le potentiel est énorme. L'activité des entreprises et des émetteurs souverains et supranationaux d'Afrique sur le marché des euro-obligations a gagné du terrain ces derniers temps et continue de s'accroître. Au cours de la période allant de 2012 à 2017, les émetteurs africains ont réalisé sur les marchés internationaux 387 emprunts en monnaie non locale, dont 85 % libellés en dollars des États-Unis, qui leur ont permis de récolter près de 130 milliards de dollars. Les emprunts émis en monnaie non locale par les entreprises s'élevaient au total à 7,5 milliards de dollars, marquant ainsi une augmentation de 68 % en valeur. En 2016, au moins 45 pays avaient déjà émis des obligations et des bons du Trésor d'un montant total d'environ 216 milliards de dollars. Les opérations de capital-investissement restent faibles en Afrique, n'ayant atteint qu'environ 4 milliards de dollars au total en 2013. Les tendances à la hausse des marchés obligataires vont apporter une importante solution de mobilisation des capitaux à long terme à faible coût et servir de mécanisme de transformation de l'épargne en financements au profit du secteur réel.

18. Au fur et à mesure que les économies africaines se développent et arrivent à maturité, les fonds de pension deviennent une composante importante du secteur financier. C'est une importante occasion que les pays africains peuvent exploiter pour mobiliser des capitaux à long terme à faible coût en vue de financer le développement.

B. Technologie

19. La science, la technologie et l'innovation constituent des domaines importants qui peuvent fournir aux pays de nouvelles possibilités de renforcement du développement économique, social et environnemental. Pour en tirer parti, il faut optimiser les capacités et les initiatives en la matière dans toutes les plateformes de développement nationales et thématiques.

20. De plus en plus, la technologie joue un rôle crucial dans le développement économique et social de l'Afrique et contribue à faire du continent un pôle potentiel de croissance mondiale. Par exemple, selon les estimations, la technologie mobile à elle seule a connecté 444 millions d'habitants (en qualité d'abonnés ou d'utilisateurs de 744 millions de cartes SIM), employé 3 millions de personnes, généré 110 milliards de dollars et contribué aux financements publics à hauteur de 14 milliards de dollars en Afrique subsaharienne en 2017. En conséquence, le taux de pénétration d'Internet a atteint environ 35 % en décembre 2017, sous-tend 135 services bancaires mobiles particuliers dans 39 pays et contribue ainsi à connecter les personnes non bancarisées aux services financiers. De même, les innovations technologiques faites dans le domaine des biosciences aident l'Afrique à diagnostiquer rapidement et avec exactitude les maladies telles que la tuberculose et le VIH/sida pour les traiter, ce qui a porté l'espérance de vie en Afrique à 61 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes en 2018.

21. La modernisation et la croissance des villes africaines, la diversification des exportations et l'amélioration des infrastructures et des mécanismes de gouvernance découlent en partie du développement et du transfert de technologies. Par exemple, au moment où l'Afrique connaissait une croissance très rapide, les importations de biens d'équipement (connaissances et machines) sont passées d'environ 54 milliards de dollars en 2005 à 124 milliards de dollars en 2014. On observe des tendances similaires dans les indicateurs de transfert de technologie liés au commerce et aux IED tels que le paiement des redevances et des droits de licence, les importations de services spécialisés, de services techniques et de services aux entreprises et l'utilisation de normes. Le développement et le transfert de technologies sont nécessaires pour mettre en place certains services ou améliorer leur fonctionnement, en l'occurrence les services infrastructurels (notamment les technologies de l'information et des communications, les services de transport, les services énergétiques et les services d'eau), les services agricoles (notamment l'agriculture intelligente et la culture hydroponique), les services sanitaires (notamment les appareils médicaux) et les services éducatifs (notamment les bibliothèques ultramodernes et les laboratoires). Le développement et le transfert de technologies sont également nécessaires pour faire face aux problèmes posés, entre autres, par les changements climatiques et le chômage.

22. L'importance des partenariats est peut-être encore plus grande aujourd'hui qu'il s'agit de veiller à ce que les gains obtenus ces dernières décennies ne soient pas annihilés et que l'écart de connaissances ne soit pas réduit. Les partenariats technologiques peuvent aider l'Afrique à investir dans le développement et l'acquisition de technologies nouvelles et émergentes et honorer ses obligations internationales, non seulement dans le cadre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable, mais aussi de ses aspirations en matière de développement, énoncées dans l'Agenda 2063.

23. Plusieurs organisations nationales d'entreprises et d'organisations philanthropiques ont des programmes conçus pour encourager le développement et le transfert de technologies en Afrique. Toutefois, les bailleurs de fonds les plus souvent cités pour le financement de la recherche-développement dans le domaine de la technologie sont l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Organisation mondiale de la Santé, la Commission européenne, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'Agence danoise de développement international, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Ministère du développement international du Royaume-Uni, le Centre de recherches pour le développement international et le Fonds international de développement agricole. Il s'avère que plusieurs économies émergentes comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie ne sont guère encore des partenaires clés dans le développement et le transfert de technologies en Afrique.

24. L'évolution des partenariats visant à encourager le transfert et le développement de technologies peut être suivie également dans les rapports

nationaux que les pays développés soumettent à l'Organisation mondiale du commerce pour honorer leurs obligations découlant de l'article 66.2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Cet article fait obligation aux pays développés d'offrir des incitations à leurs entreprises pour faciliter le transfert de technologies vers les pays les moins avancés et leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. Au total, 33 pays d'Afrique (sur 54) sont classés parmi les pays les moins avancés. Ainsi, les rapports sur les efforts déployés par les pays développés pour honorer les obligations qui leur incombent au titre de l'article 66.2 constituent un bon indicateur des partenariats mondiaux en faveur du développement et du transfert de technologies en Afrique.

25. Dans le Programme 2030, les pays sont invités à passer des accords de coopération scientifique et/ou technologique. Les accords nationaux et régionaux pouvant être vagues, longs à négocier et fondés sur des intérêts mutuels dans un domaine technologique précis, leur nombre pourrait ne pas changer tout le temps. De fait, le nombre d'accords bilatéraux internationaux en matière de science et de technologie entre les pays africains et les pays principaux exportateurs de technologies n'a pas changé. Par exemple, les États-Unis ont conclu plus de 50 accords-cadres de ce type, avec six pays africains notamment - Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie. L'Union européenne en a conclu 20, y compris avec les mêmes pays africains que les États-Unis, à l'exception de la Libye.

26. Nombre des accords portant création de communautés économiques régionales en Afrique prévoient des partenariats en faveur du développement et du transfert de technologies entre leurs États membres. Certaines communautés ont récemment créé des organismes indépendants pour promouvoir le développement et le transfert de technologies, notamment la Communauté d'Afrique de l'Est qui a institué la Commission de la science et de la technologie de l'Afrique de l'Est ; d'autres ont élaboré des politiques en matière de science, de technologie et d'innovation (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, par exemple). De même, la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont élaboré, dans le cadre de leurs politiques d'industrialisation, leurs propres stratégies en matière de science, de technologie et d'innovation.

27. Au niveau continental, l'Union africaine a élaboré la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique pour guider les initiatives continentales de développement et de transfert de technologies. En novembre 2018 à Abuja, la Commission de l'Union africaine et ses partenaires ont mis en place le Conseil africain de la recherche scientifique et de l'innovation. Le Conseil devrait servir de plateforme continentale pour favoriser l'excellence en matière de recherche et d'innovation, offrir ainsi un espace durable pour promouvoir le dialogue et permettre à toutes les principales parties prenantes de participer aux activités scientifiques, technologiques et innovantes.

28. En tant que membre de l'Équipe spéciale interinstitutions sur le Mécanisme de facilitation des technologies, la CEA encourage la coopération Sud-Sud et la participation de l'Afrique au forum du Conseil économique et social sur la science, la technologie et l'innovation. La CEA organisera un forum régional sur le même sujet en avril 2019 afin de promouvoir davantage la coopération entre les États membres dans ce domaine. En outre, la CEA organise chaque année un examen et un suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information, qui sert de cadre à la promotion de la coopération. La nouvelle initiative de la CEA sur l'identification, l'économie et le commerce numériques est soutenue par la Table ronde indienne de l'industrie des produits logiciels, fondée sur la coopération Sud-Sud.

29. La mise en service de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés a été effectuée. L'Assemblée générale a officiellement créé la Banque en 2016, puis un accord de siège avec la Turquie a été signé en 2017, la Turquie s'engageant à apporter une contribution annuelle de 2 millions de dollars sur les cinq premières années. En outre, en 2018, la Norvège a versé un peu plus d'un million de dollars pour la création de la Banque, l'année même où Joshua Phoho Setipa, du Lesotho, y est entré comme premier directeur général.

C. Renforcement des capacités et questions systémiques

30. La mise en œuvre efficace des objectifs de développement durable requiert des capacités pour agir à tous les niveaux. L'intégration et la mise en œuvre des objectifs de développement durable posent plusieurs problèmes de capacités, dont l'insuffisance des capacités institutionnelles et organisationnelles, le manque de ressources humaines et la faiblesse des capacités analytiques et techniques. À cet égard, la plupart des pays d'Afrique ont élaboré des stratégies globales de financement et de renforcement des capacités dans le cadre de leurs plans et processus nationaux de développement afin d'assurer une mobilisation cohérente et efficace des ressources financières et un appui au renforcement des capacités.

31. Afin d'aider les décideurs africains, la CEA a organisé des programmes de renforcement des capacités en collaboration avec diverses parties prenantes et la Commission de l'Union africaine, l'accent étant mis sur la gestion des politiques économiques et la planification du développement conformément au Programme 2030 et à l'Agenda 2063.

32. De nombreuses initiatives de renforcement des capacités Sud-Sud ont été mises en œuvre en 2018. Au nombre des partenaires figuraient des institutions du système des Nations Unies, dont la CEA, y compris l'Assainissement total piloté par la collectivité, le Centre africain pour la statistique, le Centre africain pour la politique commerciale et le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest ; le Programme des Nations Unies pour le développement ; le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique ; la Banque mondiale ; l'Organisation internationale pour les migrations ; l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; le Cabinet du Premier ministre du Sénégal, le Ministère du commerce, du secteur informel, de la consommation, de la promotion des biens domestiques et des petites et moyennes entreprises du Sénégal ; la Fondation pour les Nations Unies ; le Ministère des finances et de la planification économique du Rwanda ; la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ; l'Open Society Initiative for West Africa ; l'Africa Futures Institute ; l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique orientale et australe ; la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique ; la Banque africaine de développement ; le Centre d'excellence africain pour les marchés inclusifs ; la Commission de l'Union africaine. Parmi les partenaires, on comptait aussi des partenaires de développement internationaux, tels que l'Agence allemande de coopération internationale, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, et des partenaires nationaux, y compris des ministères et des organismes publics du Bénin, de la Gambie et du Mozambique.

33. Sur le plan du suivi et de l'évaluation comparative des objectifs de développement durable, de nombreux pays d'Afrique n'ont pas les capacités nécessaires pour collecter, gérer et communiquer des données démographiques, sociales, économiques et environnementales. Cette situation est particulièrement alarmante dans un monde de plus en plus numérique, fondé sur l'information et le savoir. Ces données sont importantes car elles aident les gouvernements à concevoir, mettre en œuvre et suivre des politiques et interventions plus efficaces et à relever plus concrètement les défis du développement national. De plus, les gouvernements ont besoin de données pour étayer les progrès réalisés dans leur pays et en rendre compte.

34. Il importe que les systèmes statistiques nationaux disposent de ressources suffisantes. Le besoin en est évident et les investissements dans les systèmes statistiques nationaux et la production de données ont progressé. Selon l'Annuaire statistique pour l'Afrique de la Banque africaine de développement, le montant total de toutes les ressources mises à disposition pour renforcer les capacités statistiques a augmenté de 388 % sur la période 2006-2014. Ces ressources comportaient l'aide publique au développement (APD) axée sur les données et les statistiques : l'APD fournie pour l'établissement de statistiques mondiales était de 0,30 % en 2015, soit une légère amélioration par rapport à la décennie précédente, où elle était en moyenne

de 0,27 %. Sur le montant total de l'appui statistique fourni, les pays africains ont reçu en moyenne 56 % sur la période 2013-2015.

D. Commerce

35. Le commerce international et intra-africain constitue un moteur de croissance économique inclusive et de réduction de la pauvreté, ainsi qu'un puissant moyen d'atteindre les objectifs de développement durable. La réalisation des objectifs de développement durable pourrait ouvrir 12 milliards de dollars de débouchés commerciaux uniquement dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, de l'urbanisation, de l'énergie et des matériaux, de la santé et du bien-être, et créer également 380 millions de nouveaux emplois dans le monde d'ici 2030. L'intégration régionale a un rôle de premier plan à jouer pour stimuler le commerce intra-africain et faire en sorte que les États membres puissent bénéficier d'économies d'échelle et développer des chaînes de valeur régionales importantes.

36. Le commerce intra-africain offre plus de produits à valeur ajoutée que le commerce international. Le commerce international est dominé par les produits de base traditionnels. C'est dans ce contexte que la Zone de libre-échange continentale africaine pourrait encourager le renforcement du commerce intra-africain et créer un marché plus vaste susceptible d'attirer des flux d'investissements étrangers directs IED en Afrique, même pour des projets d'infrastructures nationaux et régionaux. Améliorer la compétitivité et la capacité de production, accroître la création d'emplois décents, améliorer la productivité, augmenter les revenus et réduire la vulnérabilité et les risques économiques.

37. Il est reconnu dans le Programme d'action d'Addis-Abeba que le commerce international est un moteur de croissance économique inclusive et de réduction de la pauvreté. Cependant, la dynamique actuelle montre que les organes et régimes du commerce international, tels que l'Organisation mondiale du commerce ou les accords commerciaux régionaux et bilatéraux, ne sont pas souvent favorables à l'Afrique. Néanmoins, le commerce international reste une source potentielle de financement considérable pour les objectifs de développement durable en Afrique, et ce d'autant plus que de nouveaux acteurs renforcent leur place dans le paysage commercial international et portent l'espoir d'une diversification potentielle des flux commerciaux. Par exemple, les économies émergentes comptent aujourd'hui pour près de 6 % de l'activité et de la croissance économiques mondiales. Dans ce contexte, la communauté internationale s'est engagée à appuyer les pays africains dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce, qui contribue à faciliter le commerce et à garantir aux produits d'exportation des pays les moins avancés un accès préférentiel continu aux marchés.

III. Défis à relever

38. Les flux financiers illicites nuisent aux efforts de mobilisation de ressources. L'Afrique perd d'importantes ressources financières à cause des flux financiers illicites, et a développé très peu de stratégies de financement innovantes. Au plus fort de l'année 2014, les flux financiers illicites venant d'Afrique s'établissaient à environ 8 % du PIB du continent selon les estimations, avec des pertes annuelles de plus de 50 milliards de dollars, soit l'équivalent du double de l'APD reçue, aux prix de 2016. Les fausses facturations et l'évasion fiscale sont l'une des sources de ces flux financiers illicites.

39. L'augmentation de l'encours de la dette est aussi une source de préoccupation. L'augmentation de l'encours de la dette et du coût du service de la dette qui y est associé est un obstacle majeur à une mobilisation plus importante de fonds en Afrique. En 2018, l'Afrique a connu une hausse de la dette publique et de la dette extérieure, respectivement d'environ 50 et 27 %, contre 48,4 et 26,5 % en 2017. Le ratio de la dette totale du continent par rapport au produit intérieur brut (PIB) est passé d'environ 35,5 % en 2017 à 37,6 % en 2018. L'encours de la dette extérieure est élevé, en

particulier dans les pays importateurs de pétrole et les pays riches en minéraux, où il est estimé respectivement à 45,4 et 62 % du PIB.

40. Les programmes de renforcement des capacités font apparaître un problème de suivi lié à l'absence de données fiables devant permettre un suivi efficace des objectifs de développement durable et de la mise en œuvre de l'Agenda 2063. En outre, l'harmonisation des données produites par différentes sources aux niveaux national et régional pose également problème.

41. Le suivi des progrès accomplis en ce qui concerne tant les 232 indicateurs des objectifs de développement durable que les aspirations de l'Agenda 2063, est une tâche redoutable pour les États membres. Selon les données disponibles de la base de données mondiale sur les indicateurs des objectifs de développement durable, près de la moitié des indicateurs ne comportent guère de données sur les pays africains. Ces indicateurs, en particulier ceux de niveau III, ne disposent ni d'une méthodologie ni d'un système de production statistique pour générer régulièrement des données qui permettraient de mesurer et de suivre les progrès accomplis dans leur mise en œuvre.

IV. Recommandations

42. Etant donné la rapidité des taux de croissance en Afrique et l'immensité du potentiel inexploité, les mesures visant à accroître les recettes intérieures devraient porter leurs fruits. Les pays d'Afrique doivent adopter une approche plus stratégique et plus intégrée pour mobiliser, auprès du secteur public, du secteur privé et des partenaires de développement, des fonds en faveur du développement, en harmonisant leurs politiques et leurs priorités nationales avec les cadres de financement conformes aux meilleures pratiques mondiales et aux modèles régionaux de renforcement des efforts nationaux.

43. D'une part, l'Afrique affiche des ratios recettes fiscales/PIB faibles, des taux de croissance économique élevés et un fort potentiel ; d'autre part, les flux financiers illicites venant d'Afrique sont très élevés. Cette juxtaposition montre à quel point il est possible de mobiliser davantage de recettes intérieures. Des mesures s'imposent pour améliorer l'administration fiscale et éliminer les lacunes favorisant l'évasion fiscale.

44. Sur plusieurs marchés, des réformes structurelles locales sont indispensables pour promouvoir le développement économique et financier. L'Afrique est considérée comme la dernière frontière des marchés financiers ; toutefois, la croissance économique et la qualité des institutions diffèrent considérablement, avec des niveaux variables de développement des marchés financiers.

45. L'amélioration de la gouvernance contribuera à encourager l'investissement étranger direct et le développement des marchés financiers. Pendant de nombreuses années, les turbulences politiques et la corruption ont empêché une croissance durable et fait obstacle aux investissements étrangers dans nombre de pays africains. En effet, la dynamique politique et les transitions vers la démocratie sont des facteurs déterminants tant pour les décisions des investisseurs que pour les décisions économiques et financières concernant le continent.

46. Les partenariats renforcés et revitalisés pour le développement durable, menés par les gouvernements, seront un moyen de renforcer la coopération internationale pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, et des autres initiatives sectorielles et régionales. Les partenariats multipartites établis avec le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires, les autorités locales et d'autres parties prenantes seront importants pour mobiliser et mutualiser les connaissances, les compétences, les technologies et les ressources financières, compléter les efforts des gouvernements et appuyer la réalisation des objectifs de développement durable.

47. Le financement du commerce pourrait être amélioré en favorisant la normalisation des instruments de financement du commerce et la mise en œuvre cohérente de mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du

terrorisme, ainsi que l'application, dans tous les pays, de la règle « connaître son client ».

48. Les pays africains devraient tirer parti des possibilités offertes par le Mécanisme de facilitation des technologies et la Banque de technologies pour les pays les moins avancés afin de mettre à profit la science, la technologie et l'innovation pour atteindre leurs objectifs de développement.

49. Les administrations locales devraient avoir une parfaite compréhension des objectifs de développement durable et aligner leurs efforts de développement sur les priorités nationales de développement durable.

V. Messages clés

50. Le renforcement des marchés financiers offre un moyen important de mobiliser les recettes du secteur privé en Afrique et au-delà. S'agissant des investisseurs qui choisissent les marchés les plus développés au détriment de l'Afrique, des efforts d'intégration des marchés financiers régionaux et de cotation croisée sont indispensables pour éviter tout risque de marginalisation. Le rôle moteur que joue la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) en Afrique de l'Ouest est un bon exemple d'intégration des marchés financiers au niveau régional. Au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est, la cotation croisée, en particulier par des entreprises kényanes sur d'autres bourses de la Communauté, est un autre exemple d'intégration financière. De même, des entreprises d'Afrique du Sud font des cotations croisées de titres en bourse dans des pays de la région.

51. L'un des problèmes que l'on rencontre souvent lorsqu'il faut mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable est le manque des moyens nécessaires pour déployer les politiques correspondantes ; impulsion politique ; engagement et participation équilibrés pour que les ressources soient à la mesure des aspirations et remédient à la fragmentation. En outre, des problèmes peuvent se poser concernant la base de données factuelles permettant de mesurer et de suivre, au-delà des résultats économiques, l'efficacité et l'efficience des programmes scientifiques, technologiques et d'innovation, y compris sur les questions sociales et environnementales. Les disparités entre les sexes dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation posent également problème dans la plupart des pays africains.

52. Pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles de développement durable, toutes les parties prenantes - à l'exception des systèmes statistiques nationaux - doivent jouer leur rôle dans le processus de développement, notamment dans la mise en œuvre et le suivi des progrès accomplis, et l'établissement de rapports à cet égard.

53. La qualité des données est un autre obstacle que les systèmes statistiques nationaux en Afrique devraient chercher à surmonter. Seul un petit nombre d'organismes nationaux de statistique disposent de cadres d'assurance qualité pour vérifier et mesurer la qualité des données qu'ils génèrent. Le problème principal concernant la qualité des données est dû aux différences de méthodes, de concepts, de définitions et de normes utilisées par les systèmes statistiques nationaux et les États membres, qui mettent l'harmonisation internationale à rude épreuve.

54. Des investissements supplémentaires visant à renforcer les capacités et les systèmes de collecte de données s'imposent pour évaluer de manière précise les besoins de financement nécessaires à la réalisation des deux programmes en Afrique. Des données bien désagrégées et à jour sur les tendances démographiques, l'état des services sociaux et des infrastructures, la demande et les besoins futurs s'imposent pour établir des projections fiables. Les systèmes de données doivent être adaptés et interreliés sur l'ensemble du continent afin de répondre aux exigences en matière de rapports énoncés dans les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063.

55. Pour libérer le potentiel des partenariats multipartites et améliorer les moyens de mise en œuvre, la priorité devrait être accordée aux éléments suivants : un cadre cohérent de financement et de partenariats ; un mécanisme institutionnalisé de dialogue et de participation ; un système solide d'examen et de responsabilisation ; une meilleure cohérence des politiques de développement durable ; et une utilisation optimale de l'innovation comme outil d'incitation et de mise à niveau.

56. La nature horizontale des partenariats multipartites ne devrait pas affaiblir le rôle spécial d'impulsion et de responsabilisation des autorités publiques dans l'affirmation d'une volonté politique forte et la mise en œuvre de réformes politiques et institutionnelles conformes au Programme 2030 ; la meilleure approche à cet égard consisterait à se focaliser davantage sur l'ensemble de la société que sur les préoccupations nationales. Il importe d'avoir des institutions et des processus de gouvernance solides et ouverts à tous les groupes vulnérables pour améliorer la quantité et la qualité des moyens de mise en œuvre.
